

DE L'IMPÔT, OUI : POUR DES SERVICES PUBLICS !

La fable capitaliste est en train de s'écrouler sous nos yeux. La devise fasciste du travail qui libère s'effondre aussi. Ces deux-là, capitalisme et fascisme, ont longuement oeuvré ensemble :

- l'un pour user et abuser de nos corps et de notre force de travail, qu'elle soit physique ou intellectuelle
- l'autre pour maintenir les travailleur·euses hébété·es, craintif·ves et suspicieux·euses les un·es envers les autres

Pour la paix

Nous ne voulons pas faire la guerre pour que quelques industriels épaississent leurs portefeuilles. Nos esprits, nos corps, notre force de travail, nos vies valent plus que leurs profits ; et contrairement aux actionnaires, nous nous rappelons que l'humanité forme un seul grand peuple !

Pour les libertés

Depuis 2017, les ministres de Macron ont attaqué nombre de libertés publiques et individuelles, restreignant gravement les possibilités pour la population de contester ses décisions. Nous voulons circuler dans la rue sans vidéosurveillance algorithmique ; nous voulons pouvoir manifester sans recevoir des LBD, des grenades lacrymo, des coups de matraque. Nous voulons que les règles élaborées pour le peuple s'appliquent aussi sans distinction aux forces de l'ordre et aux personnalités politiques. **Les libertés doivent être les mêmes pour toutes et tous !**

Nous n'oublions pas les travailleuses et travailleurs du sexe qui, exactement 50 ans après l'occupation de l'église de Saint-Nizier et de bien d'autres à travers la France, n'ont toujours pas accès au droit du travail en raison de lois qui préfèrent les mettre en danger plutôt que de poursuivre activement les responsables de la traite humaine qui s'enrichissent sur leur dos.

Et bien entendu on ne dissout pas l'antifascisme : nous apportons notre soutien à la Jeune Garde ainsi qu'à Urgence Palestine contre qui le ministre de l'Intérieur a engagé des procédures de dissolution !

Le véritable coût du travail

Il n'est pas question ici des pleurnicheries patronales : les fameuses « charges sociales et patronales », les « maudites 35 heures » ou le soi-disant « manque de productivité des français·es »... Au contraire, le travail coûte bien plus qu'il ne rapporte à celui ou celle qui l'exerce : les salaires sont trop bas pour vivre dignement, les accidents du travail sont rarement pris en compte, une maladie est perçue comme une faute professionnelle, bénéficier d'une allocation chômage que l'on a soi-même financée est considéré comme un abus, et la retraite s'éloigne chaque année un peu plus au lieu de se rapprocher !

Malgré toutes les concessions faites par les travailleurs·euses pour sauver leurs emplois, les entreprises guidées uniquement par le profit licencient à tour de bras ! Et désigner les

étranger·es, les femmes ou les ancien·nes comme des menaces sur les emplois ne changent rien. **A la fin, tout le monde perd, sauf les actionnaires !**

L'État s'est mis dans la main du marché

Nos gouvernant·es courent derrière l'économie de marché depuis des décennies, et ont mis en place des politiques budgétaires et d'emploi au service des grandes entreprises. Nos biens communs, nos services publics, tout notre système social de protection et de solidarité sont en train d'y passer. Car après avoir démantelé les fleurons industriels nationaux, vendu à la découpe des secteurs lucratifs comme les autoroutes ou le rail, le gouvernement s'en prend avec furie aux biens publics : la sécurité sociale, l'assurance chômage, la santé, l'éducation, la culture, la justice...

Nous perdons tout, et dans les territoires ruraux le désert grandit. **A Ganges, c'est la maternité qui a fermé depuis décembre 2022, et les familles de 76 communes en pâtissent depuis.**

Reprendre le contrôle de l'argent public

« L'État doit faire des économies », nous dit-on. Mais qu'il commence donc par cesser de distribuer l'argent public sans aucune contrepartie ! 300 millions d'euros d'aides pour Arcelor Mittal en 2023 ; 1,3 milliards de bénéfices en 2024 ; 600 licenciements en 2025. Un exemple parmi d'autres car chaque année, les aides aux entreprises se chiffrent entre 150 et 200 milliards d'euros, sans condition ni garantie...

Désormais ce sont les industries de guerre qui veulent leur part, mais en plus de l'argent public, cela va aussi nous coûter des vies humaines.

A notre modeste échelle, sur notre petit territoire rural, nous demandons que les 11 millions d'euros d'argent public investis dans la future clinique de Ganges soient conditionnés à la réouverture de la maternité et au recrutement d'une équipe fonctionnelle et complète pour celle-ci : **pas d'équipe, pas de fric !**

Stop au harcèlement des demandeurs·euses d'emploi !

5 réformes de l'assurance chômage depuis 2017, et encore une dans les tuyaux pour 2025. La politique pour l'emploi menée par Macron depuis sa prise de pouvoir est un échec, il n'y a que lui et son camp pour refuser de l'admettre.

Les riches épargnent l'argent, le placent, l'investissent pour le multiplier, se le distribuent entre elles et eux ; tandis que les pauvres le dépensent pour survivre. La politique de Macron ne sert qu'à préserver les biens de la classe bourgeoise, avec notre argent public ! Nous exigeons la justice sociale : chacun cotise selon ses moyens, et reçoit selon ses besoins. C'était la devise du CNR pour la sécurité sociale après guerre ; et nous voulons qu'elle s'applique aussi aux riches : qu'ils paient l'impôt comme les autres ! Qu'ils développent leurs entreprises avec leur argent, pas le nôtre !

L'argent dont manque cruellement l'État, on sait toutes et tous où il est ! Macron nous doit des services publics de qualité, qu'il aille maintenant récupérer l'argent qu'il a distribué !